

Les terroirs de bas-fond de la région de Katiola. Quelle contribution au développement rural ?

Augustin Tiyégbo TOURÉ

IGT - Abidjan

Résumé : Le but de cet article est de soulever la pertinence géo-humaine des terroirs de bas-fond, au niveau de la région de Katiola. Ici en effet, depuis 1976, la carte de l'occupation du sol s'est enrichie de nouveaux terroirs rizicoles. Siège de cette transformation du paysage, les bas-fonds, milieux marginaux et autrefois exemptés des activités agricoles. La démonstration s'appuie sur des chiffres et des constatations de terrain. Le recours à ce procédé s'explique. D'une part, on déplore l'absence de données spatiales et aériennes à l'échelle adéquate, c'est-à-dire pouvant servir à effectuer des études de terroirs répondant aux normes cartographiques (il aurait fallu, pour cela, disposer de données dont l'échelle est en deçà du 1/50 000). On déplore également le fait que la couverture cartographique du territoire ivoirien ne soit pas régulièrement actualisée, afin de faciliter des analyses diachroniques sérieuses. D'autre part, les conditions de délais de sortie de ce numéro spécial des *Cahiers Nantais* et la restriction de notre budget de recherche ne nous ont pas permis de consulter les éventuelles sources aériennes et/ou spatiales existantes. À la fin de l'analyse, on comprend que la contribution de ces terroirs au développement rural soit très mitigée. Par ailleurs et pour l'avenir, il est absolument nécessaire de lever les graves contraintes économiques, techniques et culturelles qui compromettent leur apport, par une participation plus accrue des populations à la conception et à la mise en œuvre des projets de développement axés sur ces terroirs spécifiques, fondamentaux à l'essor du milieu rural.

Mots-clés : Occupation du sol. Développement rural. Côte d'Ivoire.

Abstract : The purpose of this article is to raise the human pertinence of soils in the bottoms, in the region of Katiola. Here indeed, since 1976, map the occupation of the ground has enriched of new soils for rice. The seat of this landscape's transformation is bottoms, marginal and formerly exempted of agricultural activities. The demonstration leans on figures and verifications on the ground. The recourse to this process explains. On the one hand, we deplore the absence of spatial and aerial data drawn to convenient scale, that is to say being able to serve to undertake studies of soils responding to cartographic norms (it would have been necessary, to have data whose scale is 1/50 000). We deplore also the fact that the cartographic cover of the Ivory territory is not regularly actualised, so as to facilitate analyses in the duration. On the other hand, conditions of publishing in this special issue of "Cahiers Nantais" and the restriction of our budget or research have not allowed us to consult the existing aerial or spatial sources. At the end of the analysis, we understand that the contribution of these soils to the rural development is very mitigated. Furthermore and for the future, it is absolutely necessary to lift the serious economic, technical and cultural constraints that compromise their contribution, by an increasing of populations to the idea and to the settling of development projects, centered on these specific soils, fundamental to the boom of the rural land.

Key words : Landuse. Rural development. Ivory Coast.

Introduction

Cette réflexion s'assigne pour objectif de soulever la pertinence géo-humaine des terroirs agricoles de bas-fond de la région de Katiola (pays Tagbana). Avant l'apparition de ces entités, les cultures pluviales étaient au centre des préoccupations rurales. C'est à partir de 1976 que l'occupation du sol connaît une modification notable dans sa morphologie. Des terres, localisées pour l'essentiel dans les bas-fonds, sont aménagées puis proposées aux populations par l'État ivoirien, afin d'accroître le potentiel économique de la région, de lutter contre la sécheresse et, subséquentement, contre les disettes. La situation relevant plutôt d'un paradoxe historique, impliquait des pratiques spatiales nouvelles. Et si elle était porteuse d'espoir, elle ne garantissait pas pour autant les résultats théoriquement attendus vu que, auparavant, la géographie agricole n'intégrait pas les bas-fonds. Comment les populations ont-elles réagi vis-à-vis de ces nouveaux terroirs, pendant près d'un quart de siècle, et quelle a pu être la contribution réelle de ces nouveaux terroirs à la prospérité du paysannat et donc au développement rural ?

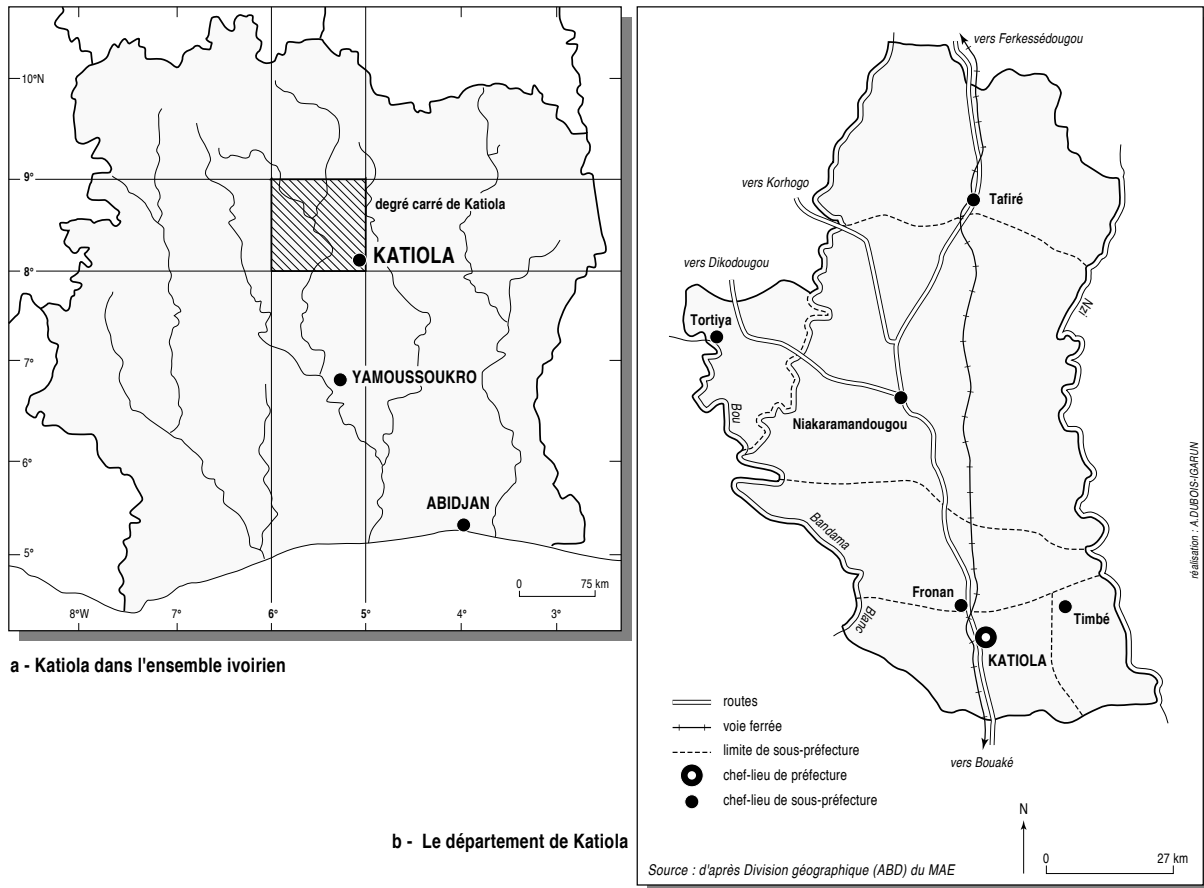


Fig. 1 : La région de Katiola

I - QUELQUES CONSIDÉRATIONS D'ORDRE MÉTHODOLOGIQUE

Pour des raisons historiques et matérielles évidentes, on voudra bien comprendre que la démarche suivie ne puisse pas s'appuyer sur une analyse diachronique et multirate classique de données aériennes et spatiales. Jusqu'à un passé récent en effet, celles-ci manquaient, alors que l'histoire de l'utilisation agricole et systématique des bas-fonds dans cette région est vieille d'un quart de siècle ! Il faut donc déplorer le fait que la couverture cartographique du territoire ivoirien ne soit pas régulièrement actualisée. Par ailleurs, les couvertures aériennes à grande échelle de la zone (c'est-à-dire en deçà du 1/50 000), qui auraient pu servir à des études assez fines et pertinentes de terroirs sont, le plus souvent, en cours de réalisation. Les missions aériennes les plus éloignées dans le temps proviennent de l'IGN-France ; elles ont été publiées respectivement en 1952-1954 (au 1/50 000) et en 1973 (au 1/80 000). Ces missions orientent sur l'état initial de l'espace, qui est caractérisé par une absence des données anthropiques au niveau des bas-fonds.

Les autres missions (surtout aériennes) ponctuelles (et à l'échelle adéquate) réalisées par la suite couvrent, par ailleurs, un champ spatial trop disparate, qui n'autorise pas une généralisation des conclusions. Nous n'avons pas eu, non plus, le temps matériel d'analyser ces missions, en raison du rapprochement des délais de publication de ce numéro spécial des *Cahiers Nantais*. Et même, en dehors de ces considérations, il nous aurait été pratiquement impossible d'acquérir en ces moments-ci, des données aériennes ou spatiales, vu que leur coût dépasse largement notre crédit de recherche actuel !

Ne pouvant satisfaire ni aux exigences de temps ni aux conditions cartographiques requises pour la réalisation de cet article, la seule alternative méthodologique consiste à asseoir la réflexion sur l'exploitation de sources directes et de sources indirectes. Ainsi, profitant de la rareté des sites aménagés et connus, l'analyse combine les statistiques rurales et les constatations de terrain.

Rappelons, à cette occasion, que le potentiel en bas-fonds de la coupure cartographique Katiola 2b (1/50 000), a déjà fait l'objet d'une thèse de spécialité (Touré, 1992). Des informations utiles tirées de cette publication ont donc été exploitées.

Barrages	Surfaces aménagées (ha)	Surfaces aménageables (ha)
Lopé	100	120
Nianra	80	110
Nabyon	50	800
Total surfaces	230	1 030

Tableau 1 : Barrage et surfaces agricoles dominées en 1990

Bas-fonds	Localité proche	Superficie cultivable (ha)
ForoForo	Touro (S/P de Katiola)	70
Litiemplé	Touro	30
Litiankpo	Touro	150
Niakara	Niakara (S/P)	40
Sépikaha	Niakara	30
Lonyé	Koffisiokaha (S/P Katiola)	30
Touro	Touro	25
Tafiré	Tafiré (ensemble de la S/P)	Total : 375 ha

Tableau 2 : Surfaces alimentées par prises au fil de l'eau en 1990 (* S/P : sous-préfecture)

II - LES MARQUES INDÉNIABLES DE LA TRANSFORMATION DU PAYSAGE DES BAS-FONDS

Ces temps-ci, le caractère densément boisé de certains bas-fonds de la région de Katiola est largement contesté. La destruction des derniers lambeaux de forêt-galerie par les fabricants de charbon de bois (sous l'œil bienveillant de l'administration forestière) l'atteste bien. Les plages de savane naturelle, de formations végétales secondaires, et les "marqueteries" de paysages où la savane et la forêt coexistent, ne manquent guère.

Les bas-fonds accueillent le Projet rizicole Bouaké-Nord initié dans les années 1960-1970 (Fraternité-Hebdo, 1979). À cette époque, ceux de la région de Katiola (Fig. 1) suscitent beaucoup d'intérêt. Le projet démarre effectivement en 1976, par la création du barrage et du périmètre irrigué de Lopé, à l'entrée sud de la ville de Katiola, capitale du pays Tagbana. Cette infrastructure a une importance capitale, dans la mesure où elle devait servir de vecteur à la diffusion de l'innovation au niveau des pratiques agricoles. Un tel outil pédagogique a largement contribué à asseoir "l'opération bas-fonds" dans le pays Tagbana.

De manière générale, les infrastructures réalisées dans le cadre du projet sont nombreuses et variées :

- barrages hydro-agricoles, gros ouvrages de stockage d'eau, qui alimentent les périmètres sucriers de Ferké II et de Katiola-Marabadiassa (qui ne fonctionne plus depuis une bonne dizaine d'années), ainsi que les rizières du Lopé dans la sous-préfecture de Katiola, du Nianra dans la sous-préfecture de Timbé, et du Nabyon dans la sous-préfecture de Niakaramandougou (tableau 1) ;
- "prises au fil de l'eau" (tableau 2) qui sont équipées de canaux de dérivation et qui amènent l'eau sur les parcelles à irriguer (ce type d'ouvrages est bien représenté en zone de savane). En amont de ceux-ci, les études de faisabilité prévoyaient la construction de barrages mais la crise économique aiguë des années 1980 et 1990 n'a pas permis de les réaliser ;

- enfin, de nombreuses pistes rurales sont ouvertes, et des infrastructures d'accompagnement des récoltes sont réalisées bord champ. Ces deux derniers types d'éléments ne sont pas analysés dans le cadre de cet article.

Toutes ces marques sont indélébiles dans le paysage, et l'analyse spatiale ne peut les éluder. Mais on retiendra surtout que la mise en place de l'infrastructure avait coïncidé, pour une part notable, avec le boom économique des années 1975 à 1978. Le rythme de son utilisation a suivi l'évolution de la politique rizicole et la variabilité des conditions climatiques sous-régionales. Mais de façon globale, entre 1982 et 1993 voire même au-delà, on assiste à une augmentation, par à-coups, des surfaces rizicoles irriguées et du nombre des riziculteurs, malgré la crise économique. Au sortir de celle-ci, c'est-à-dire après la dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994, toutes les actions convergent vers une réhabilitation systématique des infrastructures en souffrance.

III - DÉVELOPPEMENT RURAL ET PERTINENCE GÉO-HUMAINE DES TERROIRS DE BAS-FOND

A - Accroissement des surfaces

L'aménagement des bas-fonds a suscité beaucoup d'espoir, quand on considère les éventuelles retombées socio-économiques. Aussi et surtout, l'accroissement des surfaces agricoles est-elle une conséquence spatiale majeure à relever. Sous barrage, 1 030 ha ont été transformés en terres cultivables (tableau 1) et, entre 875 et 1 000 ha ont été irrigués à partir des prises au fil de l'eau (Fig. 2). En incluant les surfaces noyées par les différents plans d'eau de barrage (Nianra : 123 ha ; Nabyon : 964 ha ; Lopé : environ 145 ha) soit 1 222 ha, et en tenant compte de la superficie couverte par la dizaine de petits barrages hydro-pastoraux (on en a au moins 16), ce sont plus de 3 200 ha de milieux naturels qui changent d'affectation entre 1976 et 1999, contribuant ainsi à une augmentation sensible de la surface agricole globale. Mais au sens de la gestion rationnelle, mobiliser de telles ressources foncières se justifie-t-il ? Sur un plan général, l'utilisation des bas-fonds a entraîné de nombreuses conséquences qu'on appréciera par rapport à la place qu'ils occupent dans le paysage et aussi par rapport à leur rôle économique. À ce sujet, on lit souvent qu'ils «représentent un haut potentiel en ressources naturelles. Ils sont caractérisés par une biodiversité importante [...] ont une aptitude élevée pour une utilisation diversifiée dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pisciculture, de la mise en place d'aires protégées à des fins de culte ou de loisirs, de la pharmacopée... » (Consortium des bas-fonds, 1997). En regard de cette magnifique citation, nous observons pour notre part que dans les pays en voie de développement, les pratiques consacrent plutôt une place secondaire à la conservation de la biodiversité.

B - L'évaluation de la productivité

Entre 1976 et 1990, on a compté 460 nouveaux chefs d'exploitation dans la riziculture de bas-fond (selon la Compagnie ivoirienne de développement du textile, campagne 1987/1988 ; avant l'ANADER, Agence nationale d'appui au développement rural, la CIDT assumait l'encadrement de la riziculture dans les régions de savane du Centre et du Nord du pays). Au bas mot, ce sont donc au moins 1 380 personnes qui sont directement concernées par le métier (il y a en moyenne 3 personnes par exploitation). Dans les bas-fonds, les exploitants Tagbana côtoient des compatriotes, notamment les Sénoufo, et des immigrants Burkinabés et maliens.

Mais le maniement des bas-fonds n'est pas chose aisée. Mis à part quelques cas remarquables de réussite, le fonctionnement des terroirs enregistre deux grandes faiblesses : on note d'une part, des problèmes de maîtrise de l'eau et, d'autre part, une sous-productivité chronique. Ce qui est frappant, c'est qu'après plus d'un quart de siècle de pratiques agricoles, l'on se surprenne encore à constater une absence généralisée de techniques appropriées de gestion de l'eau dans ces terroirs de bas-fond. Cette situation anormale entraîne des difficultés même sous barrage, environnement où la maîtrise de l'eau doit pourtant être totale. Au lieu des deux cycles réguliers de production prévus, d'au moins 5 tonnes de paddy à l'hectare par cycle, on en est encore à une production qui varie entre 3 et 5 tonnes par an, et

à 2 cycles très sporadiques (dans le secteur soudano-guinéen, la première saison de pluies est irrégulière). De plus, dans les parcelles, les aspérités du terrain, mal éliminées, contribuent efficacement à une mauvaise irrigation. Enfin, c'est un truisme d'affirmer que les parcelles irriguées uniquement par les prises au fil de l'eau souffrent constamment de l'instabilité des pluies. La production moyenne n'a pas encore dépassé le cap de la tonne à l'hectare.

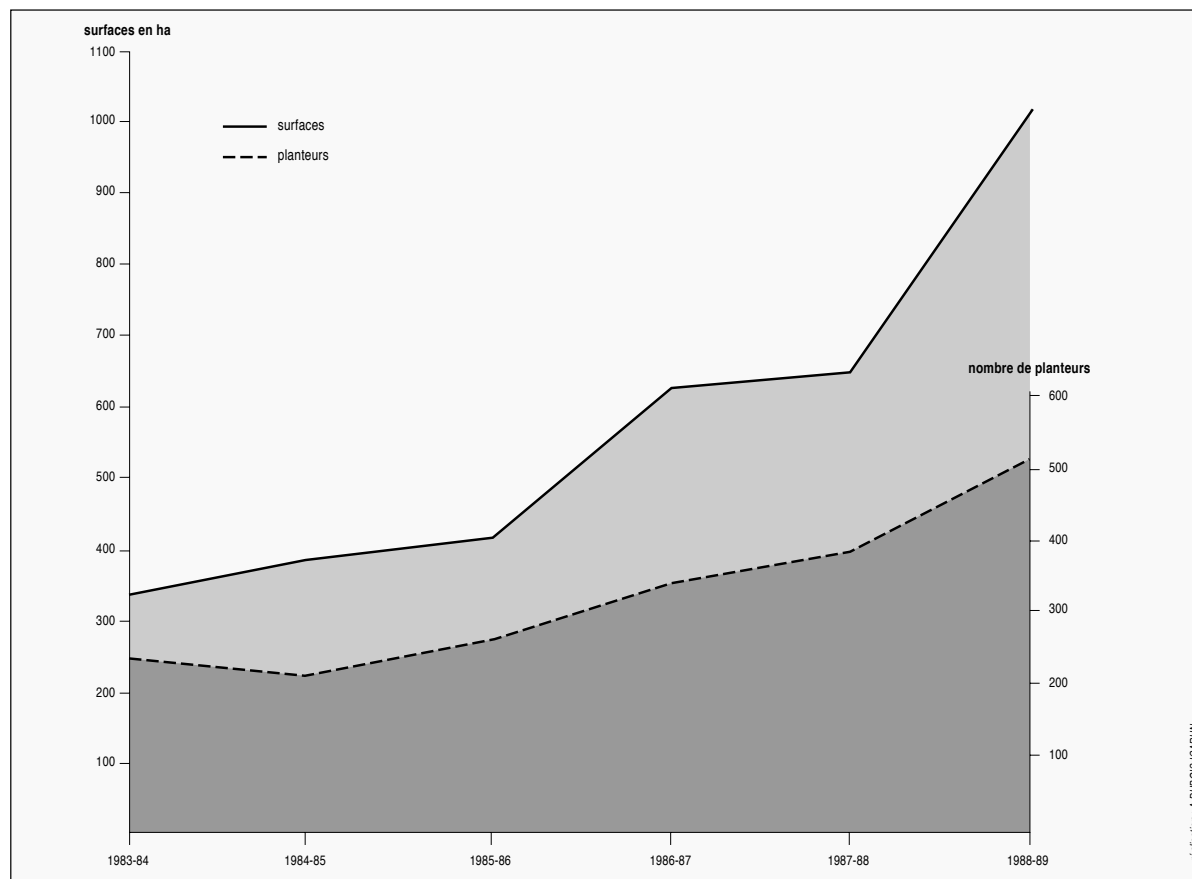


Fig. 2 : La riziculture irriguée : potentiel humain et surfacique
(zone CIDT de Katiola et Niakaramandougou)

Ces éléments négatifs permettent de souligner un des paradoxes du développement rural en Afrique subsaharienne. Alors qu'une promotion des techniques modernes est faite auprès des utilisateurs dans le but d'accroître la productivité, les techniques d'agriculture extensive sont toujours en vigueur dans les terroirs : les équipements modernes manquent, les surfaces défrichées sont insuffisamment consommées (dans la région de Katiola, environ 30 % des surfaces allouées à la riziculture en bas-fond se sont transformées en friches) ; l'infrastructure reste donc sous-exploitée.

C - Ingrédients du sous-développement rural en pays Tagbana

En pays Tagbana, l'agriculture des bas-fonds correspond à un replâtrage de l' ancestrale agriculture pluviale. Cette situation résulte en partie d'une résistance des paysans au changement. Dans le contexte actuel, seuls les jeunes agriculteurs modernes peuvent jouer un rôle décisif dans les transformations du monde rural. Or leur retour à la terre s'effectue au compte-gouttes ; la plupart ne veulent pas renoncer si facilement à la vie citadine.

En somme, au pays Tagbana, un des grands problèmes auquel l'agriculture de demain sera confrontée est, sans doute, celui d'une main-d'œuvre vieillissante et déficitaire. Aujourd'hui, celle-ci n'est plus que de 3 actifs agricoles en moyenne par exploitation (Alla et Essan, 1997). Le manque de motivation

de la jeunesse n'est pas fortuit. La reconversion à l'agriculture moderne nécessite des moyens importants auxquels la jeunesse n'a pas facilement accès, quand bien même il existe un ministère délégué chargé de la promotion des jeunes agriculteurs, qui alloue des "fonds sociaux" à ceux d'entre eux qui présentent des projets viables. Mais combien sont-ils ceux qui savent monter de tels projets, et sont capables de satisfaire à toutes les conditions d'octroi du crédit ! On sait par ailleurs que la grande majorité des institutions bancaires actuelles ne pratique pas encore le micro-crédit en faveur des démunis. L'insuffisance dans la mise en valeur des bas-fonds est aussi la traduction spatiale du déséquilibre notable qui existe entre l'offre et la demande réelle en terre de culture. Les superficies mobilisées excèdent largement les besoins et les capacités des populations-cibles : chaque exploitant bénéficie, en moyenne, de 1,5 ha de bas-fond. Une telle surface demande une importante somme de travail.

Sur un plan général, la pression démographique exercée par les ruraux sur l'espace reste très faible. La région de Katiola a un faible poids démographique. En 1988, elle supportait 14 habitants/km² (contre 36 habitants/km² au niveau national) et, au niveau de l'espace rural, on comptait seulement 10 habitants/km². Quelques années plus tôt, avant le lancement de "l'opération bas-fonds" (vers 1973), le taux d'anthropisation de l'espace rural variait entre 1 et 10 % sur les différents segments de paysages d'interfluve, alors que la densité rurale valait à peine 6 habitants/km², en 1975. Même en supposant que la population rurale atteigne les 131 188 habitants à la fin de 1999, sa densité n'aura évolué que très modestement : 14 habitants/km² (chiffres calculés sur la base de l'accroissement de la population entre 1975 et 1988, Institut national de la statistique).

Les pays ruraux de la région de Katiola sont donc désespérément sous-peuplés et sous-utilisés. Et cette tendance se maintient depuis longtemps (entre 1975 et 1988, des sous-préfectures comme Fronan et Tortiya ont même enregistré une évolution négative, selon Alla et Essan).

Bien d'autres contraintes limitent encore la pérennisation des investissements au niveau des bas-fonds. La principale culture de rente, le cotonnier, qui résiste très bien à la sécheresse, mobilise une partie notable du paysannat. On n'oubliera pas non plus que le régime alimentaire du Tagbana reste toujours basé sur les cultures pluviales (igname, maïs, riz pluvial et manioc), qui supplantent les productions en bas-fond, les premières exigeant beaucoup moins de travail et d'argent que les secondes (particulièrement le riz des marais). On relève par ailleurs que les préjugés défavorables à l'utilisation des bas-fonds ne se sont guère estompés avec le temps : on a toujours peur d'y contracter des maladies (schistosomoses, etc.) et qui plus est, la fréquentation assidue de ces milieux exposerait l'homme, croit-on encore, à l'impuissance sexuelle.

En réalité, l'intensité du travail en bas-fond s'accommode difficilement du rythme des cultures pluviales et des usages sociétaux en vigueur (funérailles, libations diverses). D'autre part, la modernisation agricole a un coût élevé, alors que dans le même temps, les infrastructures de commercialisation appropriées sont insuffisantes ; les récoltes tirées de ces milieux (notamment celle du riz) profitent davantage aux commerçants et aux intermédiaires, plus qu'aux producteurs, dont les échecs n'encouragent pas la promotion de nouveaux créneaux tels que l'aquaculture et les cultures de contre-saison.

La question foncière a enfin été réglée par la loi, au bénéfice exclusif des autochtones ivoiriens, longtemps spoliés par un droit d'usage à l'avantage de celui qui mettait la terre en valeur : désormais les migrants occupants ne peuvent plus transmettre la terre à leurs descendants. Après leur disparition, le terrain est reversé dans le patrimoine des autochtones. Cependant, le chantage exercé par les propriétaires fonciers ainsi que des expropriations inopportunes, même en cours d'occupation légale, contribuent encore à la démotivation des tiers.

Conclusion

Pendant un quart de siècle, la contribution des terroirs de bas-fond à la prospérité du paysannat et donc au développement rural, est restée très mitigée, en pays Tagbana. Leur utilisation fait encore appel,

malheureusement, à des moyens qui sont largement au-dessus des possibilités matérielles et des capacités de réaction de la majorité des paysans. Les conditions démographiques, économiques, techniques et culturelles actuelles ne sont pas encore suffisamment articulées, pour provoquer un impact décisif, quand bien même le potentiel est là. Mais pour l'avenir, il est absolument nécessaire de lever les graves contraintes économiques, techniques et culturelles qui compromettent encore leur apport, par une participation plus accrue des populations à la conception et à la mise en œuvre des projets de développement, axés sur ces terroirs spécifiques mais fondamentaux à l'essor du milieu rural.

Bibliographie

ALLA D.A. et Essan K.V., 1997, La question de la population dans le développement de la région centre-nord (Côte d'Ivoire) In : Région, régionalisation et développement, Actes des 9èmes journées géographiques de Côte d'Ivoire, Bouaké, 26-30 novembre 1997, *Cahiers de géographie tropicale*, n°5, pp. 156-173.

Consortium des bas-fonds (IVC/CBF), 1997, *Les nouvelles des bas-fonds. "Les bas-fonds du Burkina Faso : contraintes et potentialités pour une mise en valeur durable"*, Bobo-Dioulasso, 21 au 24 octobre 1997, n° 003, WARDA/ADRAO, Bouaké, 24 p.

FILLERON J.-C., 1990, Potentialités du milieu naturel, densité de population et occupation du sol dans le Nord-Ouest ivoirien. In : *La dégradation des paysages en Afrique de l'Ouest*, AUPELF, Coopération Française, UICN, ORSTOM, ENDA, Dakar, 1990, pp. 253-263.

Fraternité-Hebdo, 1979, La fête au pays Tagbana. Katiola 7 décembre 1979, *Fraternité-Hebdo*, Abidjan, 136 p.

TOURÉ A.T., 1992, *Milieus naturels et humanisation des bas-fonds en savanes subsoudanaises : l'exemple de la région de Katiola (Centre-Nord ivoirien)*, Thèse de 3ème cycle (Géographie physique), UNCI, IGT, 500 p. (5 cartes ht à 1/50 000 et 1/80 000).

Remerciements : je voudrais redire merci aux époux Miossec et aux collègues de l'IMAR, particulièrement à Marc Robin et à Patrick Pottier, pour toutes les attentions à mon égard, lors de mon séjour nantais de février-mars 1999.